

**ARMINES**

Association Loi 1901

*60, Boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de l'association ARMINES,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'association **ARMINES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Constitution des fonds dédiés***

Conformément aux normes comptables applicables aux associations, votre association enregistre les subventions dès leur notification et pour leurs montants totaux. Votre association constitue dès lors des fonds dédiés au titre des ressources non consommées selon les modalités décrites dans la note 9 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ce traitement comptable et à revoir les calculs effectués par l'association. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

### ***Evaluation des travaux de recherche en cours d'exécution***

Votre association constate l'activité selon les modalités décrites dans la note 7 de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des travaux de recherche à facturer ou facturés d'avance, à revoir les calculs effectués par l'association et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

### ***Dépréciation des créances clients***

Votre association constitue des dépréciations de ses créances clients et subventions selon les modalités décrites dans la note 8 de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer

la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 mars 2024

Le Commissaire aux comptes  
**GBA AUDIT ET FINANCE**



**Xavier LECARON**

ACTIF en €	31/12/2023			31/12/2022
	BRUT	Amortissements & Dépréciations	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Logiciels	2 556 832	1 748 735	808 097	1 297 583
Immobilisations incorporelles en cours				398 250
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 556 832</b>	<b>1 748 735</b>	<b>808 097</b>	<b>1 695 832</b>
Terrains				
Constructions				
Matériel scientifique	10 582 850	7 918 402	2 664 449	4 159 491
Autres immobilisations corporelles	3 454 756	3 166 484	288 272	430 271
Immobilisations corporelles en cours			0	247 107
Avances sur immobilisations corporelles			0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14 037 607</b>	<b>11 084 886</b>	<b>2 952 721</b>	<b>4 836 869</b>
Participations	1 189 182		1 189 182	239 182
Créances rattachées à des participations			0	0
Prêts	1 545 401		1 545 401	1 540 618
Autres immobilisations financières	48 270		48 270	46 076
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 782 853</b>	<b>0</b>	<b>2 782 853</b>	<b>1 825 875</b>
<b>Total I</b>	<b>19 377 292</b>	<b>12 833 621</b>	<b>6 543 671</b>	<b>8 358 577</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Avances et acomptes	88 785		88 785	100 011
Clients et comptes rattachés	11 174 058	2 340 708	8 833 349	11 480 367
Subventions et comptes rattachés	24 687 047		24 687 047	29 326 295
Autres créances	3 363 018		3 363 018	1 675 967
Disponibilités	20 180 384		20 180 384	13 317 011
Charges constatées d'avance	713 977		713 977	664 560
<b>Total II</b>	<b>60 207 269</b>	<b>2 340 708</b>	<b>57 866 560</b>	<b>56 564 211</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>79 584 561</b>	<b>15 174 329</b>	<b>64 410 232</b>	<b>64 922 788</b>

PASSIF en €	31/12/2023	31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds de recherche	7 860 619	9 640 089
Réserve Compte Innovation et Modernisation MINES ParisTech - ARMINES	787 053	767 190
Excédent ou déficit de l'exercice	136 726	-1 759 607
<b>Situation Nette</b>	<b>8 784 398</b>	<b>8 647 673</b>
Subventions d'investissements	480 800	967 273
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>9 265 198</b>	<b>9 614 946</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés sur subventions	19 089 515	22 822 062
<b>Total II</b>	<b>19 089 515</b>	<b>22 822 062</b>
<b>PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	524 146	211 146
Provisions pour charges	3 319 008	2 942 963
<b>Total III</b>	<b>3 843 154</b>	<b>3 154 109</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 551 710	6 285 941
Clients - Avances et acomptes reçus	494 409	442 811
Subventions - Avances et acomptes reçus	5 932 141	6 400 620
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 866 381	3 676 713
Dettes fiscales et sociales	3 717 795	4 083 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	11 448 347	4 609 121
Produits constatés d'avance	3 201 582	3 832 870
<b>Total IV</b>	<b>32 212 365</b>	<b>29 331 670</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>64 410 232</b>	<b>64 922 788</b>

COMPTE DE RESULTAT en €	31/12/2023	31/12/2022	Variation 2023/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Activité directe	17 334 444	18 096 983	-762 540
Activité subventionnée	10 058 720	10 842 524	-783 804
<b>Activité de l'exercice</b>	<b>27 393 164</b>	<b>28 939 507</b>	<b>-1 546 343</b>
Subventions notifiées	5 938 277	11 975 957	-6 037 680
Subventions notifiées réalisées	-9 620 135	-10 546 181	926 046
<b>Subventions notifiées</b>	<b>-3 681 857</b>	<b>1 429 776</b>	<b>-5 111 633</b>
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	444 221	951 453	-507 232
Utilisation des fonds dédiés	9 620 135	10 546 181	-926 046
Autres produits	42 279	375 035	-332 756
<b>Total I</b>	<b>33 817 941</b>	<b>42 241 952</b>	<b>-8 424 011</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de matériel et autres approvisionnements	2 059 704	2 718 288	-658 584
Autres achats et charges externes	5 544 219	6 719 835	-1 175 616
Impôts et taxes et charges assimilées	982 523	1 148 270	-165 747
Salaires et traitements	12 392 791	13 189 651	-796 860
Charges sociales	5 205 235	5 668 970	-463 736
Dotations aux amortissements	1 455 648	1 963 019	-507 371
Dotations aux provisions sur actif circulant	238 116	394 803	-156 688
Dotations aux provisions pour risques et charges	689 044	407 257	281 787
Report en fonds dédiés	5 938 277	11 975 957	-6 037 680
Autres charges	446 941	183 596	263 345
<b>Total II</b>	<b>34 952 498</b>	<b>44 369 646</b>	<b>-9 417 149</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-1 134 557</b>	<b>-2 127 694</b>	<b>993 137</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>0</b>
Produits de participation	73 530	52 230	21 300
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	208 007	0	208 007
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0	0
Différence de change	6 908	25 987	-19 079
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
<b>Total III</b>	<b>288 446</b>	<b>78 217</b>	<b>210 229</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>0</b>
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0
Intérêts et charges assimilés	48 567	49 843	-1 277
Différence de change	5 443	0	5 443
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
<b>Total IV</b>	<b>54 009</b>	<b>49 843</b>	<b>4 166</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>234 436</b>	<b>28 373</b>	<b>206 063</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-900 120</b>	<b>-2 099 321</b>	<b>1 199 200</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>0</b>
Sur opération de gestion	3 081 946	1 371	3 080 575
Sur opération en capital	518 242	399 479	118 763
<b>TOTAL V</b>	<b>3 600 188</b>	<b>400 850</b>	<b>3 199 338</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>0</b>
Sur opération de gestion	2 479 842	61 136	2 418 706
Sur opération en capital	0	0	0
<b>TOTAL VI</b>	<b>2 479 842</b>	<b>61 136</b>	<b>2 418 706</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>1 120 346</b>	<b>339 714</b>	<b>780 632</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VII)</b>	<b>83 500</b>	<b>0</b>	<b>83 500</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>37 706 575</b>	<b>42 721 018</b>	<b>-5 014 444</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII)</b>	<b>37 569 849</b>	<b>44 480 625</b>	<b>-6 910 777</b>
<b>Excédent/Déficit</b>	<b>136 726</b>	<b>-1 759 607</b>	<b>1 896 333</b>



## ANNEXE

AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

---

### 1. PREAMBULE

L'association, organisme de recherche et de diffusion des connaissances, a pour objet de déployer les actions suivantes, principalement pour le compte de ses membres titulaires :

- Entreprendre et réaliser, en interne ou en collaboration, des actions de recherche et d'étude orientées dans le domaine scientifique, technique et économique.
- Gérer l'administration et le suivi d'exécution de la contractualisation de ces-dites actions de recherche et d'études/analyses, y compris à co-financement public national ou européen,
- Contribuer à la diffusion des connaissances techniques, scientifiques et économiques,
- Valoriser les résultats des actions de recherche menées par transfert des technologies qui en sont issues,
- Dispenser une formation à la recherche orientée, en vue de la diffusion et de l'application des résultats des actions de recherche dans l'industrie,
- Contribuer au perfectionnement d'ingénieurs et de cadres en mettant à leur disposition les moyens d'une formation permanente, telles les formations continues par Mastères Spécialisés,
- Réunir la documentation scientifique correspondant à son activité et la diffuser dans les milieux intéressés,
- Contribuer à soutenir la valorisation de l'excellence scientifique de la Recherche publique française.

Afin de favoriser la réalisation de cet objet, l'association peut fournir toutes prestations de services ou tous produits susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement, à ces activités

### 2. FAITS MARQUANTS

*L'exercice 2023 est le second exercice plein après l'adoption des nouveaux statuts en 2022 et la signature des conventions de quasi-régie avec Mines Paris et avec Université PSL. L'activité en quasi-régie a atteint près de 25%.*

*Dans ce cadre, Armines a renforcé ses liens avec Mines Paris, notamment avec des mises à disposition de personnel, afin de renforcer les synergies et mettre en place les ressources de pilotage du projet d'amélioration de la qualité des services rendus par les fonctions support de Mines Paris et ARMINES, aux activités de recherche et d'enseignement,*

### Finalisation du processus de séparation avec l'IMT : Transfert de l'activité de SMART, cession des équipements et accord sur la PI

L'activité SMART a été transférée au 1 janvier 2023 à IMT Transfert, filiale de droit privé de IMT, selon une convention de transfert d'activité et des salariés affectés.

Le processus de séparation avec l'IMT s'est achevé fin 2023 avec la signature d'un accord de transition prévoyant notamment le maintien de la relation contractuelle jusqu'à la finalisation des projets en cours, la cession des équipements détenus par ARMINES dans les écoles des mines de l'IMT, l'accord sur la PI et l'accord sur le solde financier d'équilibre des comptes pour les années 2020 à 2022

### Participations

ARMINES est devenu majoritaire à 69% du capital de TRANSVALOR à la suite du don manuel de la BNP de ses 2 138 actions.

Par un traité d'apport en date du 12/12/23, ARMINES a apporté à la société SUBLIME ENERGIE un brevet rémunéré en numéraire et par l'attribution de titres de la société pour 650K€.

Préalablement, par un contrat de cession de quote-part de brevet, MINES PARIS a cédé à ARMINES sa quote-part du brevet apporté dans l'opération pour un euro et l'engagement d'ARMINES de lui reverser 50% du fruit de la cession future de la participation dans le capital de SUBLIME ENERGIE. Au 31.12.23, cet engagement se traduit par une provision pour charges de 325K€ dans les comptes de l'association.

### Cessions de PI

Conformément aux accords passés entre elles, Armines a cédé à Mines Paris sa quote part des droits sur les codes de calcul de recherche listés dans l'accord Armines-CEMEF/TRANSVALOR-LOGMEF de 2001.

### Accord avec TRANSVALOR

Après deux années de négociation avec TRANSVALOR, un accord de valorisation de FORGE et CimLib a été signé en juin 2023 avec le versement d'un montant forfaitaire en faveur d'ARMINES en contrepartie de la reconnaissance de la copropriété intellectuelle de TRANSVALOR sur les MODULES DE CALCUL SCIENTIFIQUE.

## **3. GENERALITES**

Le total du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élève à 64 410 k€.

L'exercice se solde par un résultat positif de 137 k€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 Décembre 2023.

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes sont arrêtés par le Président.

## **4. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les documents de synthèse, ci-dessous, ont été établis selon le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- ✓ Continuité de l'exploitation,
- ✓ Indépendance des exercices,
- ✓ Et selon les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels qui satisfont au respect du principe d'image fidèle.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques (ou d'acquisition).

Aucune modification n'est intervenue dans les méthodes d'évaluation retenues.

## 5. FISCALISATION

Le secteur lucratif (prestations technologiques, formation avec les entreprises, valorisation) créé conformément aux décisions du Conseil d'Administration du 29/06/2000, est régi selon les règles de fonctionnement d'une société commerciale.

L'activité du secteur lucratif est de 1 546 k€ pour un résultat fiscal net après impôt de 1 015 k€.

## 6. IMMOBILISATIONS

### 6.1. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'association. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Le montant des participations a augmenté de 950k€ en 2023 et s'établit à 1 189k€.

Cette augmentation s'explique par 2 mouvements significatifs :

- le don manuel des actions détenues par BNP PARIBAS dans le capital de TRANSVALOR à ARMINES (valorisé à hauteur de 300 k€). Ainsi, depuis le 9 juin 2023, ARMINES est actionnaire de TRANSVALOR à hauteur de 69,35%.
- la prise de participation par Armines à hauteur de 650 k€ dans le capital de la société Sublime Energie en contrepartie de l'apport d'un brevet

### 6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles n'ont pas été réévaluées et figurent, ainsi, à leur coût historique d'acquisition.

Les durées d'utilisation des immobilisations sont les suivantes :

- Logiciels : de 1 à 10 ans
  - GED 5 ans
  - Reporting 2 ans
  - ERMES 8 ans
- Matériel informatique : de 1 à 5 ans
- Autres matériels : de 1 à 15 ans

La valeur brute des immobilisations corporelles a diminué de 11 940 k€. Cette diminution est due à l'achèvement contractuel du processus de séparation avec l'IMT fin 2023. Armines a cédé à IMT et IMT transfert ses équipements affectés aux centres communs des écoles des mines de l'IMT, à leur valeur comptable nette des subventions d'investissement. Les montants bruts des cessions s'élèvent à 10 939 k€ pour IMT et 1 685k€ pour IMT Transfert.

### *6.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET INCORPORELLES EN COURS*

La valeur brute des immobilisations incorporelles et incorporelles en cours a diminué de 966 k€. Cette variation est due essentiellement au passage en charge d'une partie des sommes immobilisées dans le cadre du développement du logiciel Ermès.

En effet, le logiciel Ermès (Sage X3) a été mis en service avec succès fin février 2021 pour la partie comptabilité générale, immobilisations et achats. La part correspondant aux développements réalisés du lot 2 (module gestion des affaires) qui n'était pas encore mis en service pour un montant de 398 k€ était encore en immobilisations en cours au 31/12/2022. Constatant que ce module ne correspondait plus aux attentes de la gestion contractuelle et que la mise en place de la quasi-régie nécessiterait de nouveaux développements spécifiques, la direction d'ARMINES a décidé de renoncer à sa mise en service. A ce titre, l'immobilisation en cours restant au bilan de 2022 a été reprise en charge en 2023 ainsi qu'une partie déjà immobilisée du socle commun de 429k€.

## **7. CREANCES ET DETTES**

Les créances (clients privés et subventions publiques) sont valorisées à leur valeur nominale.

Depuis l'exercice 2019, les créances clients privés sont dépréciées comme suit :

- Créances échues entre 1 an et 2 ans : 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans : 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur subventions publiques s'apprécie au cas par cas.

### *TRAVAUX DE RECHERCHE A FACTURER*

Les factures à établir ont fait l'objet d'une valorisation selon la méthode de suivi d'avancement des études contractuelles.

Les contrats non terminés en fin d'exercice sont évalués en prix de vente et en fonction du degré d'avancement des recherches.

De ce fait, les factures à établir ont été chiffrées à 10 864 k€ et sont réparties sur l'activité directe et sur l'activité subventionnée. Les produits perçus d'avance s'élèvent à 3 202 k€.

### *CREANCES ET DETTES ISSUES DE LA CONVENTION DE MANDAT DE QUASI REGIE MINES PARIS*

Le mandat de facturation et d'encaissement « au nom et pour le compte de » lié à la quasi régie induit un schéma de comptabilisation particulier :

- La facturation « au nom et pour le compte de » se traduit par une comptabilisation en débiteurs et créditeurs divers respectivement de la créance du client du partenaire de quasi régie et de la dette d'Armines vis-à-vis du partenaire du montant de la somme facturée.

- Au règlement du client, la créance est soldée et Armines doit solder sa dette et reverser au partenaire de quasi régie les sommes encaissées pour son compte.

Au 31/12/2023, les créances issues de la quasi régie s'élèvent à 2 730 k€ et les dettes à 3 683 k€.

#### *EMPRUNTS*

À la suite de l'autorisation du CA d'ARMINES de souscrire un prêt de type PGE de 12 M€, en juillet 2020, ARMINES a bénéficié de 2 prêts garantis par l'Etat (PGE), auprès de la BNP et du LCL, chacun de 4,5 M€. En 2021, Armines a remboursé 1 million sur chacun de ces 2 emprunts à l'échéance annuelle et a choisi de bénéficier d'une 2ème année franche de remboursement de capital, donnant lieu à paiement d'intérêts puis d'amortir le remboursement du solde des emprunts sur 4 ans. L'année franche s'est achevée en juillet 2022 et le remboursement de capital a commencé en août 2022.

### **8. TRESORERIE**

Dans le cadre de la fusion de trésorerie, les différents comptes bancaires ouverts au sein d'une même banque sont présentés au bilan pour leur position nette globale à la clôture de l'exercice.

### **9. SUBVENTIONS NOTIFIEES ET FONDS DEDIES**

Pour respecter les normes comptables visant notamment à aboutir à une plus grande lisibilité vis-à-vis des financeurs, les subventions sont enregistrées dès leur notification pour leurs montants totaux notifiés. La variation des montants notifiés est constatée sur la ligne « subventions notifiées ».

D'autre part, les subventions notifiées donnent lieu à comptabilisation d'une charge en « report en fonds dédiés » pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice et conduisent ainsi à la constitution de fonds dédiés au passif du bilan.

Les ressources consommées lors de l'exercice et relatives à des subventions notifiées précédemment sont enregistrées en « utilisation des fonds dédiés ».

### **10. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

#### *PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE*

Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés en produits ou en charges que lorsque leur cumul excède 10% du montant de l'obligation méthode dite du « corridor ».

Ces gains ou pertes actuariels sont alors répartis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux prévus par l'accord d'entreprise du 29/03/2000 sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,90 %,
- Taux moyen de rotation du personnel : selon tables d'expérience,

- Age de départ en retraite des cadres et non cadres : 64 ( $\geq 55$  ans) et entre 62 et 63,75( $<55$  ans),
- Départ volontaire des salariés,
- Taux d'évolution des salaires : 3 %,
- Taux de charges sociales : 54%.

Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière

<i>Suivi de la provision à fin décembre en K€</i>	31/12/2022	31/12/2023
Engagement de clôture	2 472	2 743
Pertes (gains) actuariels non reconnus	396	308
Coût des services passés non reconnus	-	-132
Actifs de couverture	-	-
<b>Provision nette comptabilisée</b>	<b>2 868</b>	<b>2 919</b>

## 11. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

## **ANNEXE 1**

### **PASSIF**

#### **TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (EN K€)**

<b>Variation des fonds propres (montants en k€)</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>Affectation du résultat</b>		<b>Augmentation</b>		<b>Diminution ou consommation</b>		<b>31/12/2023</b>
	<b>Montant</b>	<b>Montant</b>	<b>dont générosité du public</b>	<b>Montant</b>	<b>dont générosité du public</b>	<b>Montant</b>	<b>dont générosité du public</b>	<b>Montant</b>
Fonds propres sans droit de reprise	9 640	-1 779						7 861
Fonds propres avec droit de reprise								
Écarts de réévaluation								
Réserves	767	20						787
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 760	1 760		137				137
Subventions d'investissement	967			32		518		481
<b>Total</b>	<b>9 615</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>168</b>	<b>0</b>	<b>518</b>	<b>0</b>	<b>9 265</b>

#### **FONDS DEDIES (EN K€)**

	<b>FONDS DEDIES 31/12/22</b>	<b>Ajustement 2023</b>	<b>UTILISATIO N DES FONDS DEDIES</b>	<b>REPORT EN FONDS DEDIES</b>	<b>FONDS DEDIES 31/12/23</b>
. SUBVENTIONS FRANCE	9 968		4 475	905	6 398
. SUBVENTIONS EUROPE	8 422		2 609	1 927	7 740
. ABONDEMENT	4 433	(51)	2 537	3 106	4 952
	<b>22 822</b>	<b>- 51</b>	<b>9 620</b>	<b>5 938</b>	<b>19 090</b>

Nb : La diminution des fonds dédiés de 3 682 K€ figure au compte de résultat.

## **ANNEXE 2**

### **FACTURES A ETABLIR ET PRODUITS PERCUS D'AVANCE (EN K€)**

<b>FACTURES A ETABLIR</b>			
	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>Variation</b>
DIRECTE	3 582	3 984	- 402
<b>SOUS-TOTAL (1)</b>	<b>3 582</b>	<b>3 984</b>	<b>- 402</b>
SUBVENTIONS	7 282	6 663	619
. ETAT	3 150	3 500	- 350
. C. E.	4 132	3 163	969
<b>SOUS-TOTAL (2)</b>	<b>7 282</b>	<b>6 663</b>	<b>619</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 864</b>	<b>10 647</b>	<b>217</b>

<b>PRODUITS PERCUS D'AVANCE (3)</b>			
	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>	<b>Variation</b>
DIRECTE	2 299	2 522	- 223
SUBVENTIONS	903	1 311	- 408
. ETAT	903	1 273	- 370
. C. E.	0	38	- 38
<b>TOTAL</b>	<b>3 202</b>	<b>3 833</b>	<b>-631</b>

<b>SOLDE NET</b>	<b>7 662</b>	<b>6 814</b>	<b>849</b>
------------------	--------------	--------------	------------

(1) Incorporé à l'actif du bilan, dans le poste "Clients".

(2) Incorporé à l'actif du bilan, dans le poste "Subventions".

(3) Au passif du bilan "Produits perçus d'avance".



### **ANNEXE 3**

#### **ACTIVITE (EN K€)**

<b>DIRECTE</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
. FRANCE	16 136	16 321
<i>dont prestations de Quasi régie</i>	<i>5 120</i>	<i>947</i>
. EUROPE hors C. E.	653	703
. Exportation autres pays	546	1 073
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>17 334</b>	<b>18 097</b>
<b>SUBVENTIONNEE</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
. FRANCE	4 460	4 799
. C. E.	3 000	3 268
. ABONDEMENT CARNOT	2 598	2 775
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>10 059</b>	<b>10 843</b>
<b>TOTAL ACTIVITE</b>	<b>27 393</b>	<b>28 940</b>

<b>RECAPITULATIF</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Secteur non lucratif</b>	<b>25 847</b>	<b>26 867</b>
<b>Secteur lucratif</b>	<b>1 546</b>	<b>2 072</b>
<i>. Prestations technologiques</i>	<i>- 6</i>	<i>1 764</i>
<i>. Revenus des titres de propriété intellectuelle</i>	<i>1 552</i>	<i>308</i>
<b>TOTAL</b>	<b>27 393</b>	<b>28 940</b>

## **ANNEXE 4**

### **ETAT DES CREANCES ET DES DETTES (EN K€)**

CREANCES	Montant Brut	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>1 594</b>	<b>57</b>	<b>1 537</b>
. Créances liées à des participations			
. Prêts	1 545	57	1 489
. Autres créances	48	0	48
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>39 313</b>	<b>30 341</b>	<b>8 972</b>
. Avances et acompte	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>0</b>
. Créances	<b>11 174</b>	<b>11 174</b>	<b>0</b>
* Facturation	7 592	7 592	0
* Factures à établir	3 582	3 582	0
. Subventions et abondements	<b>24 687</b>	<b>15 715</b>	<b>8 972</b>
* Facturation subventions	7 282	7 282	0
* Subventions en cours	473	473	0
* Subventions notifiées	14 138	6 524	7 614
* Abondements (yc fonds dédiés)	2 795	1 437	1 358
. Autres créances	<b>3 363</b>	<b>3 363</b>	<b>0</b>
* Personnel	20	20	0
* Organismes sociaux	1	1	0
* Etat - Impôts et taxes	594	594	0
* Créances contractants QR	2 730	2 730	0
* Autres	17	17	0
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>714</b>	<b>612</b>	<b>102</b>
<b>TOTAL</b>	<b>41 621</b>	<b>31 010</b>	<b>10 611</b>

DETTES	Montant Brut	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'un an
<b>Dettes financières</b>	<b>4 552</b>	<b>1 751</b>	<b>2 801</b>
<b>Avances et acomptes</b>	<b>6 427</b>	<b>6 427</b>	<b>0</b>
. Clients	494	494	0
. Subventions	5 932	5 932	0
<b>Autres dettes</b>	<b>18 033</b>	<b>17 956</b>	<b>76</b>
. Dettes fournisseurs	2 866	2 790	76
. Dettes fiscales et sociales	3 718	3 718	0
* <i>Personnel</i>	405	405	0
* <i>Organismes sociaux</i>	1 153	1 153	0
* <i>Etat - Impôts et taxes</i>	2 160	2 160	0
<i>dettes fiscales et sociales</i>			0
. Autres dettes	11 448	11 448	0
* <i>Comptes de reversement coordination Europe/France</i>	7 163	7 163	0
* <i>Partenaires QR</i>	3 683	3 683	0
* <i>Autres</i>	602	602	0
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>3 202</b>	<b>3 202</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>32 212</b>	<b>29 336</b>	<b>2 877</b>

## **ANNEXE 5**

### **ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

**(EN K€)**

<b>NATURE DES PROVISIONS</b>	<b>MONTANT EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2023</b>	<b>DOTATIONS DE L'EXERCICE</b>	<b>TRANSFERTS</b>	<b>REPRISE DE L'EXERCICE</b>	<b>MONTANT EN FIN D'EXERCICE 31/12/2023</b>
POUR RISQUES ET CHARGES					
. Risques	211	313		0	524
. Engagement à l'égard du personnel	2 868	51		0	2 919
. Charges	75	325		0	400
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3 154</b>	<b>689</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 843</b>
POUR DEPRECIATION					
. Clients	2 477	238		374	2341
. Titres de participation	0	0		0	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 477</b>	<b>238</b>	<b>0</b>	<b>374</b>	<b>2 341</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 631</b>	<b>927</b>	<b>0</b>	<b>374</b>	<b>6 184</b>

## **ANNEXE 6**

### **ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE**

**(EN K€)**

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>VALEUR BRUTE EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2023</b>	<b>ACQUISITIONS</b>	<b>CESSIONS MISE AU REBUT</b>	<b>VIREMENTS DE COMPTE A COMPTE</b>	<b>VALEUR BRUTE EN FIN D'EXERCICE 31/12/2023</b>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
. Logiciels	3 125	19	587		2 557
. Immobilisations incorporelles en cours	398		398		0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3 523</b>	<b>19</b>	<b>985</b>	<b>0</b>	<b>2 557</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
. Matériel de laboratoire	21 227	461	11 352	247	10 583
. Matériel Informatique	2 822	119	718		2 224
. Installations et agencements	1 076	10	240		846
. Matériel de transport	121		93		28
. Matériel de bureau	117		26		91
. Mobilier de bureau	368	2	104		266
. Immobilisations corporelles en cours	247			- 247	0
. Avances et acomptes sur Immobilisations corporelles	0				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>25 978</b>	<b>592</b>	<b>12 533</b>	<b>0</b>	<b>14 038</b>
<b>TOTAL</b>	<b>29 502</b>	<b>610</b>	<b>13 518</b>	<b>0</b>	<b>16 594</b>

**ANNEXE 7**  
**ETAT DES AMORTISSEMENTS**  
**(EN K€)**

AMORTISSEMENTS	VALEUR EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2023	DOTATION D'EXERCICE	SORTIE D'EXERCICE	VALEUR EN FIN D'EXERCICE 31/12/2023
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
LOGICIELS	1 827	207	286	1 749
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 827</b>	<b>207</b>	<b>286</b>	<b>1 749</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
. Matériel de laboratoire	17 067	1 059	10 207	7 918
. Matériel informatique	2 529	152	644	2 036
. Installations et agencements	947	36	234	749
. Matériel de transport	121	0	93	28
. Matériel de bureau	113	1	23	91
. Mobilier de bureau	365	2	104	263
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>21 141</b>	<b>1 249</b>	<b>11 305</b>	<b>11 085</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 969</b>	<b>1 456</b>	<b>11 591</b>	<b>12 834</b>

## **ANNEXE 8**

### **ETATS DES CHARGES A PAYER (En K€)**

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2023</b>
Factures non parvenues	616
Congés payés	413
Primes et autres	163
Autres charges à payer	440
<b>TOTAL</b>	<b>1 631</b>

## **ANNEXE 9**

### **ENGAGEMENT HORS BILAN (En K€)**

<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS</b>	<b>31/12/2023</b>
Garanties bancaires	16



**ANNEXE 10**

**EFFECTIF MOYEN**

<b>EFFECTIF DU PERSONNEL</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Effectif moyen	<b>313</b>	<b>359</b>

## ANNEXE 11

### TABLEAU FILIALES ET PARTICIPATIONS (1)

(en K€)

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (9)	Quote-part du capital détenue (en pourcentag e)	Valeurs comptables des titres détenus (5) (7)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (8)	Montant des cautions et avals donnés par l'associati on	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (9)	Dividendes encaissés par l'associatio n au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).</b> 1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par l'association). TRANSVALOR RCS CANNES B 331 211 466 2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par l'association).	424	8 880	69%	520	520	0	0	11 356	247	74	Clôture au 31/12/2022
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.</b> 1. Filiales non reprises au § A. a. Filiales françaises (ensemble)  b. Filiales étrangères (ensemble) (4)  2. Participations non reprises au § A. a. Dans des sociétés françaises (ensemble)  b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				669	669						

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes réglementaire, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Parité utilisé : Néant

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(8) Mentionner dans cette colonne le des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées

(9) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.